

L'Adresse—M. Ouellet

Je voudrais également, comme la tradition le veut, féliciter le proposeur et le secondeur de l'Adresse en réponse au discours du trône. Vous comprendrez qu'après avoir félicité six conservateurs, c'est déjà beaucoup pour moi et je voudrais maintenant donner ce que je crois être une opinion partagée par l'ensemble de la population, à savoir que dans ce discours du trône, le gouvernement progressiste conservateur a grandement déçu. En effet, suite à la décision du gouvernement de proroger la session et de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires, nous aurions pu nous attendre à du nouveau. Nous pensions que ce serait pour le gouvernement un nouveau départ, qu'il nous servirait de nouvelles idées, une nouvelle façon de faire les choses, et surtout la population canadienne s'attendait à du leadership de la part de ce gouvernement. Or, malheureusement, les Canadiens qui auraient voulu un discours du trône original et qui auraient pu lire dans ce discours du trône de nouvelles solutions concrètes aux vrais problèmes qui confrontent le Canada présentement, tous ces gens ont été fort malheureux, tous ces gens ont été fort déçus parce que ce discours du trône est évidemment d'une platitude incroyable. C'est plutôt un document dépourvu de toute imagination qui nous a été présenté. C'est déjà, il faut le reconnaître, le reflet d'un gouvernement usé, après à peine deux années d'exercice du pouvoir.

C'est déjà un gouvernement qui est obligé de recycler ses promesses de la dernière campagne électorale et son premier discours du trône. A cet égard, le discours du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Côté) est très révélateur. On se serait attendu que ce nouveau ministre nous soumettrait, comme c'est la tradition lorsqu'un ministre intervient à l'occasion du discours du trône, une série de propositions nouvelles provenant de son ministère. En réalité, il n'en fut rien. Le ministre ne nous a rien annoncé de nouveau, et on aurait pu très bien se passer de son discours, et personne n'en aurait été plus mal. Je pense que le silence en particulier du ministre sur les tractations secrètes qui existent entre son ministère, certains fonctionnaires, certains personnages politiques et les représentants des chantiers maritimes est quelque chose qui inquiète au plus haut point les travailleurs des chantiers maritimes.

Je ne comprends pas que le ministre qui sait très bien, puisqu'il vient de la région de Québec où un chantier maritime important est aux prises avec des difficultés économiques considérables, je ne comprends pas, dis-je, que ce ministre n'ait pas profité de son discours ici aujourd'hui pour nous éclairer à ce sujet, pour nous dire s'il est vrai que son prédécesseur a demandé aux autorités navales canadiennes de fermer des chantiers maritimes, s'il est vrai que, actuellement, son gouvernement fait des tractations avec les propriétaires des différents chantiers maritimes du pays pour restructurer nos chantiers maritimes, pour amener certaines institutions maritimes du pays à fermer leurs portes parce que la réalité, elle, est la suivante: du temps du gouvernement libéral, tous les chantiers maritimes au Canada avait de l'ouvrage. Depuis que le gouvernement conservateur est au pouvoir, chantier maritime après chantier maritime sont obligés de remercier des employés. On voit jusqu'à quel point la situation du chantier maritime de Montréal, de la Vickers à Montréal, est sérieusement compromise à cause de l'inaction du gouvernement conservateur.

Et maintenant on nous dit que les gens de Sorel ou de Lauzon devront s'entendre entre eux pour rationaliser leurs opérations et probablement choisir de fermer un ou l'autre de ces deux chantiers maritimes. Or, ce ministre qui vient de nous parler et qui a cette responsabilité a été très silencieux à cet égard et je trouve cela regrettable parce qu'au Québec ce n'est pas un seul chantier maritime que nous voulons, ce sont trois chantiers maritimes qui pourraient obtenir leur part des travaux du gouvernement canadien parce qu'autant le chantier de Lauzon que celui de Sorel ou que celui de Montréal ont du personnel compétent, ont des travailleurs spécialisés qui, depuis de nombreuses années, font ce travail et veulent continuer à le faire pour gagner décemment leur vie.

Je suis un peu déçu que le gouvernement semble vouloir être silencieux sur les deux grandes priorités qu'ils ont soumises à la population, à savoir que sous une administration conservatrice le déficit canadien qui, aux dires de ces messieurs et de ces dames conservatrices était une aberration, était un scandale national et que sous une administration conservatrice le déficit baisserait. Or, à la réalité, qu'est-ce qui arrive? Le déficit n'a pas baissé. Et je souligne un article qui a été publié dans le journal *Ottawa Citizen* qui...

● (1530)

[Traduction]

Certains de mes collègues n'apprécient guère que je veuille citer des observations qu'un journal a publiées récemment. Lorsque nous nous exprimons à la Chambre des communes, on peut nous accuser de faire preuve d'un esprit partisan et d'être tout naturellement subjectifs dans notre présentation des faits. Je veux citer ici un article du *Ottawa Citizen* qui est absolument et parfaitement impartial et objectif. Voici ce qu'y déclare M. McGillivray:

Michael Wilson n'aimera pas se l'entendre dire, mais il est désormais le roi des déficits de toute l'histoire du Canada.

**M. McDermid:** Qui a écrit cela?

**M. Ouellet:** Don McGillivray, un journaliste chevronné de *Southam News* qui a une longue expérience et qu'on ne peut taxer de partialité politique. Son article se poursuit en ces termes:

En tant que ministre des Finances, il a contribué plus qu'aucun de ses prédécesseurs à accroître la dette nationale.

Le 17 septembre, cela fera deux ans que M. Wilson dirige les finances nationales, et les déficits budgétaires accumulés sous son règne totalisent déjà 65 milliards de dollars.

[Français]

Il est évident, monsieur le Président, que ce gouvernement qui a réclamé l'appui de la population en promettant de régler les finances publiques et de réduire le déficit ne fait qu'exactement le contraire. Et la preuve est bien claire que le nouveau champion, le nouveau roi des déficits au Canada, c'est l'actuel ministre des Finances (M. Wilson).

Également, ce gouvernement s'est fait élire en promettant des emplois, des emplois, des emplois. Vous vous rappellerez, monsieur le Président, qu'à l'époque de la campagne électorale, l'actuel premier ministre disait: Il n'y a que trois priorités pour nous: l'emploi, l'emploi et l'emploi.